

Le président de la République Raymond Poincaré et le président du Conseil Louis Barthou, son ami, ont reçu le gouvernement dans le grand salon de l'Élysée pour une réflexion libre sur la France de 1925.

Dans un bref message d'introduction, le président Poincaré a rappelé les grands enjeux de l'heure : le sort de l'agriculture, suspendu à une concurrence outre-atlantique exacerbée et pour tout dire déloyale ; l'élévation du niveau d'instruction de tous les jeunes Français, dans le cadre d'un enseignement laïque ; le retour à l'ordre républicain dans les faubourgs menacés par la violence anarchique ; enfin, le maintien de la paix, grâce à une armée nombreuse et bien équipée et des alliances solides.

Il a aussi souligné les atouts de notre pays : son rayonnement culturel et scientifique qui fait de Paris le « *phare de la civilisation* », devant Vienne, Berlin et même Londres, y attirant les plus grands esprits de la planète ; le potentiel militaire et économique de l'empire colonial, encore largement sous-exploité ; enfin, sa puissance financière qui fait de Paris le banquier du monde et garantit à nos concitoyens de très confortables rentes.

Louis Barthou a ensuite évoqué le climat international. Il a rappelé la crise d'il y a deux ans, en 1911, à propos du Maroc. Le gouvernement de cette époque, dirigé par Joseph Caillaux, a calmé le jeu en faisant à l'Allemagne de grandes concessions. « *Nous devons admettre que ces concessions ont écarté pour longtemps le risque d'une conflagration générale. Restons tout de même vigilants et préservons la paix en renforçant notre armée, de façon à dissuader quiconque de nous agresser* ».

Le président du Conseil a enchaîné en insistant sur le projet qui tient le plus à cœur au président et à lui-même : l'élévation de deux à trois ans de la durée du service militaire obligatoire et son extension à tous les jeunes Français, y compris les ecclésiastiques.

« *Cet allongement est indispensable pour hisser nos effectifs militaires à un niveau comparable à celui de l'Allemagne* », a précisé le ministre de la Guerre Eugène Étienne. « *C'est que notre natalité a beaucoup chuté depuis une trentaine d'années et la population de notre pays, de l'ordre de quarante millions d'habitants, n'augmente plus guère à la différence de la population allemande qui, elle, s'élève déjà à soixante millions d'habitants* ».

« *Il n'y a pas de problème à cela, dès lors que notre jeunesse reçoit une instruction saine et solide. Nous cultivons la qualité plutôt que le nombre ; c'est ce qui fait notre force* », reprit Louis Barthou, qui détient le portefeuille de l'Instruction publique. « *En 1925, nos voisins, y compris l'Allemagne, verront aussi leur population stagner et nous savourerons alors le bénéfice de notre avance éducative. Au demeurant, l'Europe, avec plus de quatre cents millions d'âmes, représente le quart de la population mondiale. C'est bien assez, ce me semble* ».

« *L'Empire peut aussi contribuer à l'effort militaire* », intervint Jean Morel, ministre des Colonies. « *En 1925, l'Afrique et l'Indochine en particulier nous apporteront par millions des travailleurs et des soldats susceptibles de soutenir nos jeunes gens. Elles nous apporteront aussi le pétrole, le charbon, le coton et le caoutchouc indispensables à notre industrie et notre armée. Aucun autre pays sur le Continent ne dispose de pareils atouts. C'est une force de dissuasion incontestable* ».

Le ministre du Commerce Alfred Massé se réjouit de la perspective d'une nouvelle décennie de paix. Depuis 1896, le monde civilisé connaît une forte croissance économique doublée d'un exceptionnel climat de paix, seulement troublé par quelques conflits périphériques, notamment dans les Balkans. Les échanges internationaux ont pris une ampleur jamais connue à ce jour.

« *Cette mondialisation des échanges est la meilleure garantie de la paix* », affirma-t-il en rappelant le propos public de son confrère britannique, il y a quelques jours : « *Les intérêts commerciaux et industriels de nos pays sont désormais tellement imbriqués qu'une guerre est devenue impossible* ». La France en profite grâce à ses placements financiers dans les pays d'avenir, comme la Russie, la Turquie ou encore l'Autriche-Hongrie. « *Ces placements assurent le bien-être des épargnants français et l'équilibre de notre balance des paiements. Dans les dix ou quinze ans à venir, ils soutiendront l'influence et le rayonnement de notre pays dans le monde* », assura le ministre.

Il ajouta à l'adresse du ministre des Colonies : « *Nos industriels sont aujourd'hui sous-dimensionnés par rapport à leurs concurrents étrangers. En 1925, ils surmonteront ce handicap grâce au commerce avec l'Empire et à la préférence coloniale* ». Le ministre de l'Agriculture Étienne Clémentel l'approuva : « *Nos paysans espèrent aussi beaucoup des futurs marchés coloniaux* ». Il rappela le souci du gouvernement de défendre la petite propriété paysanne et la polyculture ainsi que de freiner l'exode rural. Avec une moitié de ruraux et des villages encore pleins de vie, la France jouit en effet d'une harmonie qu'ont perdue les grands pays voisins.

Le séminaire s'est conclu sur ces heureuses perspectives qu'il sera intéressant de relire dans douze ans, en 1925, à la lumière du passé récent.

Michel de Nostre-Dame, *Le Temps*, 24 août 1913